

« Réinventer les proximités dans la ville durable »,
par **Jean-Marc Offner**,
chercheur, ancien directeur du laboratoire Techniques,
Territoires et Sociétés (École nationale des ponts et chaussées).

Ariella Masboungi

Dans un débat sur le Grand Paris, Roland Castro exprimait son désaccord avec l'hymne à la proximité, mais faire de la proximité signifie-t-il changer les modes de vie, moins se déplacer, vivre sur un petit environnement très limité. Qu'entend-on finalement par proximité ?

Jean-Marc Offner

C'est là les pièges du vocabulaire. Il faudrait réinventer une certaine notion de proximité qui serait plutôt de l'ordre d'une proximité extravertie, qui serait le contraire du local. Dans les questions de gouvernance, on appelle cela du local métropolitain, c'est-à-dire du local qui n'est pas enfermé et qui sait dialoguer avec un système plus ambitieux. Il s'agit de bien décoder cette affaire de proximité, qui a beaucoup de succès avec la rhétorique du développement durable au sens le plus général du terme. Mais son succès est bien antérieur.

Il y a tout un courant chez les économistes, qu'on appelle les économistes de la proximité, et qui explique – en partie à juste titre, en particulier quand on veut innover – qu'il vaut mieux se voir face à face. Se voir face à face, c'est la proximité physique et spatiale qui permet la coordination, la coopération et la confiance. Et la confiance en économie, comme on peut le remarquer aujourd'hui, est essentielle. Quand on voit les gens, quand on les revoit, il est possible qu'on ait davantage confiance. Ce courant est très lié aux affaires de *clusters*, par exemple, avec la question de savoir ce qu'on appelle le proche. Le proche est-il d'aller dans la même cafétéria ? La cafétéria étant le lieu emblématique de la création innovante, avec l'ascenseur dès lors que l'ascenseur met suffisamment de temps pour que les gens puissent discuter. Il y a bien volonté d'organiser la proximité par rapport à une efficacité économique supposée.

Et puis la politique s'est emparée de cette notion. Une de nos dernières lois de réforme du système institutionnel est la loi dite de démocratie de proximité, contenant cette idée, très

récente finalement, que l'on gouverne mieux si l'on est proche. On a longtemps pensé qu'on gouvernait mieux si on était loin, si on était au-dessus des intérêts, en particulier des intérêts locaux. Il y a aussi le commerce de proximité, les juges de proximité (vus comme réinvention du lien social), le succès des sites Internet de voisinage (les voisins se parlent par le truchement d'Internet avant de se voir), le local comme dernier rempart contre la tyrannie des flux (c'est ce qui se joue dans la défense des services publics de proximité, par exemple les postes : plus sûr que les services à distance via Internet, plus sûr que la venue du facteur... un bâtiment sur lequel est inscrit en lettres d'or le mot « Poste » affirme la présence du local et assure l'accessibilité).

Avant même que le développement durable ne s'empare de cette notion, nombre de convergences valorisent ou revalorisent le proche. Et puis le développement durable – légitimement au nom de l'économie des ressources, de l'espace, du sol et de l'énergie – nous dit : « Circuits courts, villes de courtes distances, villes à portée de main comme disent les Allemands » et donc nous engage à réinventer la proximité dans nos grands ensembles métropolitains. Essayons de créer, de recréer des zones de proximité.

Mais il faut aller plus loin pour repérer les versants pervers de la notion de proximité. D'abord, la proximité qui dévie vers le localisme exacerbé : les communautés fermées, les identités hypertrophiées, le périmétrage ou l'urbanisme de secteur – un localisme qui devient donc antagoniste avec les caractéristiques essentielles de l'urbanité qui sont l'altérité et l'anonymat.

Une autre subversion dommageable de la proximité est l'autarcie exacerbée. L'autarcie : un mot qui a fait florès à la première crise énergétique en 1974, suite à laquelle de nombreux projets de maisons autarciques ont surgi. L'autarcie se repère également dans des projets de recyclage des eaux de pluie ou des circuits courts de la logistique. (À propos des circuits courts, des controverses ont éclaté en Allemagne affirmant qu'un bon circuit long, avec beaucoup d'économie d'échelles, y compris en termes de bilan énergétique, est, dans certaines situations, préférable aux circuits courts.) La récupération de l'eau de pluie est un exemple très intéressant. Elle peut remettre en cause l'économie des systèmes d'eau et d'assainissement. Parce que, si tout le monde se met à récupérer son eau de pluie, ceux qui n'ont pas d'eau de pluie à récupérer vont payer pour les autres. Parce que, dans un système de distribution d'eau et d'assainissement, ce qui coûte cher ce sont les infrastructures. D'où l'idée que cette autarcie, cette économie des ressources, est présentée comme un gage de paix. Quand on regarde la littérature sur l'indépendance énergétique, on découvre que l'énergie renouvelable est locale et

que si chacun possède son énergie, il n'embêtera pas le voisin ; et la paix sera assurée. Il est intéressant de constater que les modèles antagonistes, tels les grands réseaux nationaux ou internationaux au XIX^e siècle, avaient un message totalement symétrique, à savoir : grâce aux grands réseaux et aux interdépendances, la paix universelle est garantie. S'il y a des interdépendances partout, on ne peut pas être tout seul dans son coin, on a besoin de l'autre. Ainsi le pacte républicain, en France, consistait en la solidarité par les grands réseaux techniques, que ce soit au niveau national ou au niveau local.

Mon détour se termine. Qu'en est-il pour le Grand Paris ?

D'abord je voudrais préciser qu'il y a une myopie possible du développement durable quand celui-ci ne regarde que les aspects locaux. Pour illustrer cette idée, je vais développer l'exemple préféré d'Yves Lion et de David Mangin : l'effet « barbecue ». Si on ne regarde que le local en matière de mobilité, on s'intéresse à la mobilité urbaine. (Soit dit en passant, on s'y intéresse parce qu'on ne dispose pas d'autres chiffres. On est formaté par les statistiques.) Et quand on regarde la mobilité urbaine, on constate, évidemment, que les habitants de la ville compacte et du Paris intra-muros sont plus vertueux que les habitants du périurbain, contraints de prendre leur voiture ou leur deux voitures pour le moindre déplacement. Mais si un chercheur, comme Jean-Pierre Orfeuil qui produit ses propres données, se dit : ces statistiques ne reposent que sur les jours de la semaine. Pourquoi ne pas tenir compte des week-ends, des jours de loisirs et des vacances ? Résultat : le Parisien devient beaucoup moins vertueux, car il part davantage en vacances, il part plus loin, il a plus souvent une résidence secondaire, il utilise plus de RTT à revenus égaux. L'habitant vertueux se transforme en abominable pollueur, ne serait-ce qu'en effectuant un aller-retour Paris-New York qui, en matière de dépense énergétique, équivaut grosso modo à une année de voiture en Île-de-France.

Il ne s'agit pas de généraliser et de dire que l'étalement urbain est vertueux... Pourquoi l'effet « barbecue » ? Parce que cet habitant du périurbain – que nous tous urbanistes avons tendance à critiquer – reste souvent chez lui et fait son barbecue dans son jardin, le week-end, les jours fériés et pendant une bonne partie des vacances. Cette anecdote révèle qu'il faut évaluer les choses à la bonne échelle, que cette échelle n'est pas forcément celle du local et qu'en matière de développement durable, les solutions ne sont pas toujours homothétiques au niveau local et au niveau global.

Avec le groupe Descartes (équipe pilotée par Yves Lion, avec François Leclercq, David Mangin et bien d'autres..., participant à la consultation sur l'avenir de l'agglomération parisienne), nous avons développé l'idée qu'en termes de fonctionnement et probablement en termes politiques aussi, il faut trouver un niveau intermédiaire entre le local et le métropolitain. Ce niveau intermédiaire, ce n'est pas les unités de voisinage à l'ancienne, ce n'est pas les villes nouvelles (avec un équilibre vertueux domicile-travail interne à l'unité), c'est du local métropolitain ou de la proximité extravertie, c'est-à-dire un système qui sait faire fonctionner un certain nombre de choses au niveau de la proximité, mais qui sait aussi que son avenir dépend du système métropolitain. Et de ce point de vue, l'articulation des échelles – ce que David Mangin appelle la continuité de l'espace public – est indispensable pour ancrer ce local, non pas dans son introversion, mais dans l'ensemble métropolitain qui a besoin de mobilité à grande échelle pour une partie des activités.